

Comprendre l'émergence du PTB à Liège : penser l'héritage social-démocrate à partir du cas des ouvriers de la sidérurgie

MOTS-CLÉS

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE (PTB), SYNDICALISME, SOCIAL-DÉMOCRATIE, DESPOTISME HÉGÉMONIQUE, SIDÉRURGIE

KEYWORDS

THE WORKERS'S PARTY OF BELGIUM (PTB), TRADE UNIONISM, SOCIAL DEMOCRACY, HEGEMONIC DESPOTISM, STEEL INDUSTRY

RÉSUMÉ

Cet article propose d'interroger les conditions d'émergence du Parti du Travail de Belgique (PTB) à Liège à partir d'une enquête réalisée auprès d'ouvriers licenciés de l'entreprise sidérurgique ArcelorMittal (2014-2016). Alors que les premiers succès électoraux du PTB en Wallonie se situent précisément dans l'arrondissement liégeois, l'article donne à voir des éléments de compréhension de l'émergence de cette force politique en pensant conjointement les transformations de l'entreprise mondialisée et financiarisée, l'encadrement politique et institutionnel des conflits ouvriers et les spécificités de l'histoire régionale et syndicale. L'article montre de quelles manières le PTB compose avec l'héritage social-démocrate et ses particularités locales, et suggère que ce contexte constitue à la fois des opportunités pour le déploiement du parti, mais aussi la source de limites à l'adhésion des ouvriers et de leurs représentants syndicaux.

ABSTRACT

Understanding the Emergence of The PTB in Liège: Thinking About the Social-Democrats Legacy from The Case of The Steel Industry Workers

Based on a survey conducted towards workers laid off by the steel company ArcelorMittal (2014-2016), this article examines the conditions for the emergence of the Parti du Travail de Belgique (The Workers's Party of Belgium - PTB) in Liège. While the PTB's first electoral successes in Wallonia were gained in Liège district, the paper brings items for understanding the emergence of this political force in considering jointly the transformations of globalised and financialised business, the political and institutional framework of workers' conflicts and the specificities of regional and trade union history. The article shows the ways in which the PTB deals with the social-democratic legacy and its local particularities and suggest that this context provides both opportunities for the deployment of the party, as well the limits to the enrolment of workers and their union representatives.

AUTEURE

Cécile PIRET, Docteure en sociologie et maîtresse de conférences à l'Université libre de Bruxelles, affiliée au centre METICES de l'ULB et au centre TRANSFO (CampusUCharleroi).

1. Introduction

Cet article s'intéresse au contexte d'émergence du Parti du Travail de Belgique (PTB) à partir d'une enquête réalisée entre 2014 et 2017 auprès d'ouvriers¹ licenciés de l'entreprise sidérurgique ArcelorMittal dans le bassin liégeois. Cette recherche a étudié les recompositions des subjectivités de classe des ouvriers dans l'épreuve des restructurations économiques, en pensant conjointement les transformations de l'entreprise et les formes de politisation dans et à travers le travail. Alors qu'il existe actuellement peu de recherches sociologiques sur l'émergence du PTB, cette porte d'entrée donne à voir des éléments de compréhension de la percée du PTB – sans les épuiser – dans un contexte où ses premiers succès en Région wallonne, à partir de 2012, se situent précisément dans la région de Liège.

En particulier, nous proposons d'interroger son succès électoral par une approche processuelle et politique du «vote de classe» (Thompson, 2012 ; Thompson, 2015). Ainsi, par contraste avec une approche sociodémographique des déterminants du vote, cette approche vise à rendre compte des effets de la classe sociale sur les adhésions politiques à partir des transformations des conflits ouvriers dans les dynamiques du capitalisme contemporain globalisé, de l'encadrement politique et institutionnel de ces conflits, ainsi que les spécificités de l'histoire et du syndicalisme régionaux (McQuarrie, 2017). Elle appréhende le travail d'articulation politique du PTB, c'est-à-dire la (re)production des clivages sociaux qu'il opère (De Leon, Desai et Tuğal 2009) en l'inscrivant tant dans les expériences économiques des ouvriers qui ont façonné leur sens commun – au sens gramscien du terme² (Bruff, 2008 ; Gramsci, 1978 ; Hall, 2017) – que dans le contexte socio-historique du cas d'étude.

Ce contexte nous amène à penser l'émergence du PTB en relation avec la crise de la social-démocratie wallonne abordée dans sa triple transaction (Alaluf, 1999) : crise de la transaction entre travailleurs et syndicat – qui fondait l'adhésion syndicale en échange de la protection des intérêts du travail – ; crise de la transaction entre syndicat et employeur – qui assurait une paix sociale en échange d'un emploi stable et d'un salaire avantageux – ; crise, enfin, de la transaction entre syndicat et parti politique – qui garantissait un vivier électoral en échange du prolongement législatif des revendications syndicales. Notre étude tend à montrer, à partir du cas des ouvriers de la sidérurgie, que le PTB se développe sur la crise de ce modèle social-démocrate, mais aussi grâce au fait qu'il s'est maintenu davantage qu'ailleurs, notamment en raison de la centralité de l'acteur syndical au sein du modèle belge. Il y a alors lieu de se demander si l'héritage social-démocrate avec lequel le PTB doit composer ne constitue-t-il pas à la fois des opportunités, mais aussi des limites quant à ses stratégies politiques actuelles ?

Pour développer notre propos, l'article présente d'abord le double contexte de transformations de l'entreprise sidérurgique Cockerill caractérisées par la rupture des équilibres de classes en son sein (Burawoy, 1985 ; Giraud et Signoretto, 2023) et de perte de crédibilité de l'encadrement socialiste. Ensuite, il montre comment le PTB s'implante en région liégeoise et dans l'entreprise sidérurgique en particulier depuis son Congrès de 2008 et les logiques d'adhésion des ouvriers au PTB (re)mobilisées

1 Dans cet article, l'écriture inclusive ne sera pas appliquée lorsque les termes concernent les collectifs de l'entreprise qui sont essentiellement masculins.

2 La notion de sens commun dans la pensée de Gramsci renvoie à la compréhension du monde social issue des activités productives. Elle interroge la coexistence d'éléments issus des idées de la classe dominante et de résistances à celles-ci, se traduisant dans des formes fragmentées et ambivalentes de conceptions du monde qui font l'objet continu de luttes politiques.

par des éléments de l'histoire ouvrière locale mais aussi une lecture classiste du monde social combinée à un rejet du système politique. Enfin, nous soulignons les tensions que suscitent la montée du PTB parmi les ouvriers et militants syndicaux et les contradictions auxquels ils se heurtent au regard de l'héritage social-démocrate.

2. L'entreprise Cockerill au cœur du déclin du bloc social-démocrate

La trajectoire de l'entreprise Cockerill - propriété du groupe ArcelorMittal lors de notre enquête - depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui est indissociablement liée aux restructurations d'ampleur qui ont façonné les parcours des ouvriers et leurs expériences de travail. Comme pour l'ensemble de la sidérurgie européenne, elles ont mené à la diminution drastique des effectifs, passant de 24.000 travailleurs en 1975 à environ 1.000 en 2014 pour les usines de Liège, à des fermetures partielles ou totales d'unités productives, à des réorganisations du travail avec la mécanisation et l'automatisation, ainsi que des fusions et absorptions au fil de la constitution de grands groupes sidérurgiques. D'abord nationaux, ceux-ci vont devenir internationaux lors de la libéralisation du marché de l'acier européen dans les années 90 et la revente au privé des entreprises qui avaient été nationalisées. Cockerill sera ainsi revendue en 1998 au groupe français Usinor, puis au groupe européen Arcelor en 2003 (né de la fusion d'Aceralia, d'Arbed et d'Usinor). Celui-ci sera ensuite absorbé par Mittal Steel Company pour devenir ArcelorMittal en 2006 (Capron, 1989 ; Capron, 2001 ; Capron, 2003 ; Fusulier *et al.* 2003 ; Lomba, 2001 ; Lomba, 2018).

2.1. TRANSFORMATIONS DE COCKERILL ET DÉSTABILISATION DU COLLECTIF DE TRAVAIL

À travers ces «restructurations permanentes» (Fayolle, 2005 ; Lomba, 2017 ; Lomba 2018), émerge en toile de fond un modèle socio-productif que l'on peut définir par un «despotisme hégémonique» (Burawoy, 1985). Ce concept, à visée idéal-typique (Wood, 2021), désigne un nouveau despotisme rendu possible par l'internationalisation de l'accumulation du capital et des investissements et la (dé)localisations des entreprises. Il a pour effet, en particulier, d'exercer des pressions et des menaces sur le *collectif* de travail : les institutions, dans l'entreprise, du compromis salarial entre le capital et le travail, qui avaient permis d'arracher des concessions à l'employeur durant la période précédente, sont dorénavant soit contournées, soit utilisées pour imposer aux travailleurs des concessions à réaliser dans un contexte de chantage à la délocalisation et de rationalisation de la production. L'internationalisation de l'entreprise à partir de 1998, l'éloignement conséquent des centres de décision et l'optimisation de la mise en concurrence intra-firme des sites européens, accentueront ce processus. Mateo Alaluf invoque ainsi la fin de la centralité de l'entreprise qui, bien que prenant des formes singulières selon les secteurs d'activités, a pour caractéristique transversale que l'interlocuteur patronal se dérobe à la concertation sociale (Alaluf, 2021a).

Les parcours des ouvriers dans l'entreprise témoignent de l'inversion du rapport de force qui s'opère à l'occasion des restructurations et qui donne lieu au modèle «cœur/périphérie» de la firme flexible (Durand, 2012) : d'une part, les ouvriers du cœur de l'entreprise, dont l'effectif n'a cessé de se réduire, ont subi une déstabilisation de leurs conditions d'emploi et de travail. D'autre part, parallèlement,

depuis les années 1970 une périphérie d'entreprises n'a cessé de croître, composée à la fois des sous-traitants et de travailleurs temporaires en interne, au sein de laquelle les ouvriers ne bénéficient ni des mêmes protections collectives – notamment en cas de restructuration –, ni de statut d'emploi garanti.

Ce sont donc les bases du pouvoir syndical en entreprise qui sont remises en question et, avec elles, la transaction entre les organisations syndicales et les travailleurs sur laquelle reposait leur légitimité sous le capitalisme précédent. Cependant, le taux d'affiliation syndical dans l'entreprise n'est pas affecté par la montée du «despotisme hégémonique», et les syndicats maintiennent, plus qu'ailleurs, une certaine capacité de mobilisations sociales. D'une certaine façon, la tradition d'un syndicalisme combatif dans la métallurgie, historiquement issue de la présence de militants communistes et anarcho-syndicalistes issus de la mouvance renardiste³ – voir la section suivante –, a trouvé en partie à se réorienter dans les luttes défensives contre les fermetures. Reconnues comme acteur de la négociation des licenciements collectifs sous la procédure Renault, les organisations syndicales ont pu obtenir des plans de prépensions et des compensations sociales au licenciement non négligeables, ce qui a aidé à préserver leur légitimité auprès des ouvriers du cœur de l'entreprise. Si les ouvriers de la périphérie sont exclus de la négociation collective, les syndicats ont cependant cherché à encadrer ces ouvriers par différentes pratiques de «négociation de la précarité» comme le système de *closed-shop*⁴, la négociation par cas individuels de protections de travailleurs temporaires en cas de licenciement ou encore des soutiens pour aider à la constitution de la mise en place d'une délégation syndicale dans une entreprise sous-traitante. En outre, ils ont élargi leur répertoire d'action à travers leur participation aux cellules de reconversion – dont ils ont été historiquement la cheville ouvrière –, rendant possible l'encadrement des travailleurs après leur perte d'emploi lors des licenciements collectifs (Bingen, 2017)

2.2. LE DÉCLIN EXISTENTIEL DE L'ENCADREMENT POLITIQUE SOCIALISTE

La déstabilisation du compromis salarial dans l'entreprise fait écho au déclin existentiel du Parti socialiste (PS) en tant qu'acteur politique central de l'hégémonie sociale-démocrate wallonne. Durant la période de constitution d'un «capitalisme civilisé» (1950-1972) (Nagels, 1999) qui a suivi le projet de ce qui a été rétrospectivement appelé le Pacte social (Vanthemsche, 1994), le Parti socialiste s'est imposé comme le relais des revendications ouvrières tandis que la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) a constitué son réservoir électoral, en ayant peu de concurrence à sa gauche. Il s'est constitué dans une position de quasi-monopole dans l'encadrement des milieux ouvriers wallons et a assuré son ancrage grâce au «monde socialiste» issu du POB, composé du mouvement mutuelliste, associatif et syndical (Liebman 2017). Ainsi, le Parti communiste Belge (PCB), qui s'est construit durant la résistance à l'occupation allemande (Gotovitch, 2018), n'a pour ainsi dire pas coexisté avec le Parti socialiste. Il décline rapidement après ses succès électoraux d'après-guerre et exception faite d'une remontée en 1965, le parti chute inexorablement dans les décennies qui suivent (Delwit et Sandri, 2011).

Au niveau syndical, les relations privilégiées entre PS et FGTB se sont réaffirmées après que le lien organique entre le PSB et la Confédération Générale du Travail de Belgique (CGTB) ait été momentanément rompu lors de l'édification de la FGTB créée en 1945 avec les communistes des

3 André Renard (1911-1962) était un ancien ouvrier de Cockerill, fondateur du Mouvement Syndical Unifié (MSU) et occupa plusieurs postes de pouvoir au sein de la FGTB (Hemmerijckx, 2020).

4 Il s'agit d'un système par lequel l'employeur ne peut recourir qu'à des travailleurs syndiqués. Cédric Lomba (2018) montre qu'il existe dans l'entreprise à la fin des années 1990 un mode d'organisation proche de celui-ci pour les intérimaires recrutés.

Comités de Lutte syndicale (CLS) et les renardistes via le Mouvement syndical unifié (MSU) (Delwit, 2010). Cela ne s'est pas réalisé sans conflits à l'intérieur du syndicat. Ce fut notamment le cas au sein du secteur de la sidérurgie où les tendances communistes et renardistes, bien que distinctes, ont durablement influencé le type de culture syndicale existant dans les grands bastions industriels et que l'on peut caractériser par un syndicalisme de classe (Hyman, 1997). Selon Mateo Alaluf, les périodes les plus subversives de l'histoire du syndicalisme belge (1944-1947 et 1956-1964) ont ainsi précisément coïncidé avec les périodes de développement du renardisme (Alaluf 2005). Toutefois, sous l'aile dominante des socialistes, ces tendances ont évolué à l'intérieur de la FGTB par un double mouvement. D'une part, tant les renardistes que les communistes sont absorbés dans la vision réformiste de la FGTB : les projets politiques communiste et renardiste de réforme des structures sont édulcorés pour intégrer l'horizon d'un capitalisme pacifié comme perspective crédible de progrès pour les travailleurs. D'autre part, l'existence progressivement marginalisée de ces tendances radicales au sein de la FGTB lui donne, à échelle locale, une coloration combative. Les militants syndicaux qui se réfèrent au renardisme continuent à valoriser des méthodes d'actions directes (*Ibid.*). En outre, des cadres syndicaux liégeois comme Francis Gomez ou Nico Cué⁵ sont, dans leur socialisation militante initiale, imprégnés par la présence communiste dans les entreprises et la présence d'organisations communistes issues de l'immigration italienne et espagnole dans le bassin liégeois (Bruyere, 2017).

Cependant, dès le début des années 1980, les politiques néolibérales attaquent les fondements matériels de redistribution des richesses au cœur du modèle social-démocrate. Or, les socialistes francophones sont associés aux gouvernements fédéraux sans interruption de 1988 à 2014, et participent à ces politiques austéritaires tout en légitimant leur participation par la défense des acquis sociaux. D'une certaine manière, durant cette période, si les relations avec la FGTB sont conflictuelles, les deux s'accordent sur une position défensive et maintiennent dans ce cadre des liens de dépendances mutuelles. Ainsi, lors de la négociation en 2013 du licenciement collectif annoncé par ArcelorMittal, les syndicats ont pu compter sur une intervention importante de la Région Wallonne, via le vice-président et ministre PS de l'économie et de l'emploi, Jean-Claude Marcourt.

Il est certain que le maintien de ces liens avec la FGTB, comme le maintien d'un ancrage local dans les milieux populaires issu de l'organisation pilariée des socialistes a permis jusqu'à présent aux socialistes wallons de rester la première force politique à gauche en Wallonie. Bien qu'il présente une tendance au recul électoral, le déclin des socialistes wallons sur ces vingt dernières années est en effet moins prononcé que celui des autres partis sociaux-démocrates européens, qui se sont soit effondrés, soit ont subi une érosion électorale bien plus brutale. Mais cette relative capacité des socialistes wallons à maîtriser le recul électoral n'empêche pas leur déclin plus existentiel. Leur reconversion dans des logiques gestionnaires et localement clientélistes par la nouvelle génération de cadres socialistes (Alaluf, 2021b), a généré une perte de crédibilité idéologique dans les milieux ouvriers.

En somme, c'est dans ce contexte à la fois de transformations de l'entreprise capitaliste et de déclin de crédibilité de l'encadrement socialiste que le PTB fait irruption, alors même que, à partir de 2008, il opère un changement net d'orientation politique que nous allons à présent aborder.

5 Francis Gomez et Nico Cué, tous deux nés en 1956 et issus de l'immigration espagnole, ont travaillé à la Fabrique national (FN) à Herstal et y ont été délégués syndicaux tout en étant investi dans les Jeunesses Communistes Espagnoles (JCE). Ils feront ensuite une carrière syndicale et rejoindront le Parti socialiste : F. Gomez sera président de la FGTB Métal Liège-Luxembourg en 2003 et puis président de la FGTB Liège-Huy-Waremme en 2014 jusqu'en 2018. N. Cué sera secrétaire fédéral des Métallurgistes de la FGTB en 1997, et secrétaire général des Métallos en Wallonie et à Bruxelles en 2006. Il milite actuellement pour la Gauche unitaire Européenne.

3. L'émergence du PTB en tant que nouvelle force politique à Liège

Historiquement, le PTB n'a pas son origine dans le mouvement ouvrier liégeois. Le parti est en effet issu des contestations étudiantes des années 1967-68 qui émergent autour de la question de la scission linguistique de l'Université catholique de Leuven. De ces contestations vont naître en 1970 une organisation maoïste, dépassant le mouvement étudiant pour rejoindre des combats ouvriers, d'abord en Flandre, AMADA (Alle Macht Aan De Arbeiders) et puis TPO, son pendant francophone en 1974 (Tout le pouvoir aux ouvriers). C'est de cette organisation qu'émerge le PTB en 1979 (Delwit, 2014).

3.1. UNE PRÉSENCE ANCIENNE MAIS UN SUCCÈS RÉCENT

C'est à partir de cette date que l'organisation s'implante dans la région liégeoise. Des militants du parti, suivant la pratique de l'établissement, viennent travailler dans des usines liégeoises. Hubert Hedebouw – père de l'actuel président du PTB Raoul Hedebouw –, notamment, s'établira dans les usines de Cockerill. La présence de militants maoïstes à Cockerill dans ces années-là semble cependant peu significative, probablement en raison de la forte concurrence avec les courants de gauche radicale communistes et renardistes ancrés depuis plus longtemps dans l'entreprise (CRISP (ed.), 1974 ; Bruyere, 2017). Par ailleurs, les premières maisons médicales de «Médecine pour le Peuple» en Wallonie s'implantent dans deux communes du bassin liégeois, celles d'Herstal (1979) et de Seraing (1984). Parmi les organisations réticulaires du Parti, «Médecine pour le Peuple», fondé par des médecins membres du PTB pour fournir un accès facilité des milieux populaires aux soins de santé de première ligne – et qui fait également un travail de sensibilisation sur la question de la santé au travail et des inégalités de santé – est central dans l'ancrage local du PTB. Ces maisons médicales – qui sont actuellement au nombre de onze dans tout le pays – sont considérées explicitement par les cadres du parti comme des lieux d'intermédiation politique entre les quartiers populaires et l'organisation (Delwit, 2014). Notons que, outre ses maisons médicales, le PTB développe son ancrage en ouvrant des sections locales, souvent dans des quartiers populaires mais également en ayant ses propres organisations : Comac, leur mouvement étudiant, leur mouvement de jeunesse Redfox créé en 2016, ou encore le mouvement de femmes Marianne (récemment renommé Zelle). Ce développement d'un monde «pétéliste» n'est pas sans rappeler le processus de constitution du mouvement ouvrier belge en piliers chrétiens et socialistes. Cela suggère que le PTB s'inscrit davantage dans l'héritage du modèle social-démocrate, mais aussi communiste, d'une forme-parti avec ses réseaux dans la société civile que dans la désintermédiation politique de la stratégie populiste⁶.

Si le succès électoral du PTB à Liège reste, durant ses deux premières décennies d'existence, assez négligeable – comme c'est le cas dans toute la Wallonie –, ses premiers succès s'affirment au début des années 2000, précisément dans ces deux communes liégeoises. Ils ne sont pas ainsi sans lien avec les décisions du parti de cibler leurs premières campagnes électorales dans les quartiers où

6 Augustin Renier (2023) souligne qu'il s'agit d'une des divergences entre le PTB et La France Insoumise (LFI). Le PTB défend une forme partitaire réticulaire et traditionnelle, alors que LFI, revendiquant la stratégie populiste, défend une forme mouvement méfiant à l'égard des structures intermédiaires des partis politiques.

leur implantation est plus ancienne depuis l'existence des maisons médicales (Faniel, 2013)⁷. Lors des élections communales de 2000, le parti obtient ainsi 7,2% à Herstal, et deux des trois premiers élus liégeois du parti sont des médecins de «Médecine pour le Peuple». Mais c'est surtout lors du scrutin communal d'octobre 2012 que le PTB réalise une percée notable. Sur les 17 sièges qu'il décroche en Wallonie, 14 le sont dans l'arrondissement de Liège ; cette percée étant donc d'abord un phénomène avant tout liégeois. Dans les communes de Seraing et d'Herstal, le PTB devient même le deuxième parti après le Parti socialiste (Faniel, *ibid.*). Selon une enquête «sortie des urnes» du Centre d'Études de la Vie Politique (CEVIPOL) réalisée lors de ces élections à Liège, les ouvrier·e·s (24,2%) et les employé·e·s (18,2%) sont les plus nombreux à voter pour le PTB, et le parti est plus ancré chez les hommes (57,6%) que les femmes (42,4%). Plus d'un tiers des électeur·e·s se situent dans la tranche d'âge 45-54 ans (32,8%), mais le parti est aussi très implanté chez les moins de 25 ans (17,9%) (Delwit, 2014). Notons que la figure électorale type du PTB correspond ainsi à celle de notre enquête, les ouvriers de la sidérurgie vivant, à quelques exceptions près, dans l'arrondissement de Liège.

Des facteurs internes au parti ont été mis en avant pour expliquer ses succès récents. Après des années de repli sur des positions sectaires et dogmatiques⁸, le Parti acte, au Congrès de 2008⁹, d'un changement quant à la question électorale, jusque-là considérée comme secondaire par rapport à la construction d'un rapport de force par les mobilisations sociales. Le parti va alors transformer son image publique par une prise de distance avec certains éléments de sa doctrine marxiste-léniniste, la mise en place de campagnes concrètes et locales visant des «petites victoires», des revendications phares permettant d'identifier aisément le parti, et la mise en avant de porte-paroles (Delwit, 2014). En outre, le parti continue de revendiquer publiquement une analyse marxiste de la société. Leurs revendications socio-économiques, constituant l'essentiel de leur programme, sont annexées à une lecture antagoniste des relations capital-travail. Le parti mobilise la figure du travailleur comme sujet politique et se présente comme le «parti des travailleurs», «de la classe des travailleurs» ou, plus localement, le «parti des ouvriers» ; termes qui étaient devenus pour ainsi dire inexistantes voire inaudibles dans la sphère médiatico-politique.

3.2. L'ANCRAGE DU PARTI DANS LE MONDE OUVRIER DE LA SIDÉRURGIE

Si le PTB entre donc dans le jeu électoral, lors de ses derniers Congrès, le parti réaffirme l'importance donnée à l'organisation du travail militant dans les entreprises. C'est le cas dans l'entreprise sidérurgique où le parti travaille activement à y développer son implantation. Indirectement, le contexte d'intensification des restructurations enclenché par l'usine Arcelor puis ArcelorMittal permet au PTB de gagner en visibilité auprès des travailleurs. Lors des mobilisations contre les annonces de fermeture de la phase à chaud en 2011 et puis de fermeture partielle de la phase à froid en 2013, des militant·e·s, délégué·e·s affilié·e·s ou sympathisant·e·s et des cadres locaux du parti jouent un rôle important de mobilisations et d'organisations d'actions collectives. Ils organisent notamment des actions en réseaux, entre travailleur·e·s de différents sites de l'entreprise dont la coordination, du fait de leur dispersion géographique, ne va pas de soi. La nature de leur travail militant atteste de l'évolution de leur rapport aux organisations syndicales. Le Congrès de 2008, ici aussi, marque une volonté de

7 La même stratégie électorale est d'ailleurs déployée dans la commune flamande de Zelzate où Médecine pour le Peuple est implanté depuis 1978.

8 Selon l'analyse que le PTB fait de lui-même dans sa brochure «Il était une fois le PTB. Un demi-siècle de marxisme en action».

9 Le rapport du Congrès de 2008 est disponible en ligne : <https://www.ptb.be/congres>

transformer leurs stratégies et leurs relations aux organisations syndicales : alors qu'ils avaient pu jusque-là être dans un rapport d'opposition plus frontale face aux positions réformistes des syndicats et agir de manière sectaire¹⁰, ils vont construire progressivement une tactique syndicale davantage souple et de critique constructive. Les membres du PTB travaillent de cette façon étroitement avec et au sein de l'organisation syndicale qui, bien que fragilisée par les restructurations, reste centrale dans les processus de politisation des travailleur·e-s. Les militants du parti bénéficient ainsi d'un maintien relatif de l'ancrage syndical dans l'entreprise.

Parmi ces militants syndicaux, Frédéric Gillot deviendra une figure ouvrière symbolique du parti en devenant parlementaire wallon aux élections de 2014. Rentré à Cockerill vers 1984 comme ouvrier, délégué syndical FGTB pendant de nombreuses années, Gillot quitte le Parti socialiste au moment du «pacte des générations» (2005)¹¹ et rejoint le PTB dans la foulée. Son parcours montre ainsi un changement : les militants syndicaux plus radicaux, ou qui n'acceptent plus le soutien du Parti socialiste aux politiques néolibérales, sortent désormais de l'encadrement socialiste parce qu'une nouvelle formation politique à sa gauche le rend possible. En envoyant un «sidérurgiste au parlement»¹², le PTB parvient ainsi à remettre des élu·e-s ouvrier·e-s au Parlement alors même que la représentation ouvrière dans les assemblées est extrêmement rare¹³.

3.3. CIRCULATION DES REVENDICATIONS ET DES CONTESTATIONS

Certaines revendications-clés du PTB trouvent une réception nouvelle auprès des ouvriers et de représentants syndicaux dans un contexte de despotisme hégémonique. Face à la multinationale ArcelorMittal, ceux-ci déploient un registre d'interprétation et de contestation du capitalisme qui dénonce «l'arrivée» à Liège d'un *ultra* capitalisme mondialisé et financiarisé. Ce narratif commun dénonce une logique de profit poussée à outrance, un mépris sans précédent pour les travailleur·e-s et la dérégulation sauvage de l'économie au profit de la finance¹⁴. Or, le PTB dénonce alors régulièrement les aides fiscales offertes aux grandes entreprises multinationales basées en Belgique, mettant en avant les trop fortes inégalités générées par un régime fiscal classiste qui taxe davantage les travailleur·e-s que les entreprises. La critique des intérêts notionnels¹⁵ dont a bénéficié le groupe ArcelorMittal a ainsi été un point d'accroche avec le vécu des ouvriers qui, en retour, se sont réappropriés la question de l'injustice fiscale dans leur interprétation du capitalisme mondialisé.

10 Prenons pour exemple l'occupation «musclée» en 2000 du siège de la FGTB par Roberto D'Orazio et par plusieurs membres avérés du PTB, brutalement évacuée par la police sous les ordres du syndicat, et suite à laquelle la FGTB s'opposera fortement à «l'infiltration» du PTB dans son organisation. Voir notamment : <https://www.lesoir.be/art/la-fgtb-ulceree-par-les-methodes-ptb-forges-de-clabecq-t-20001129-Z0JZF3.html>

11 La loi du 23 décembre 2005 relative au Pacte de solidarité entre les générations prévoyait un ensemble de mesures visant à augmenter le taux d'emploi en particulier des travailleur·e-s âgé·e-s, notamment en durcissant les conditions d'accès au retrait anticipé du marché du travail.

12 Selon la présentation qui en est fait sur le site du PTB. <https://web.archive.org/web/20201205120723/https://archive.ptb.be/articles/frederic-gillot-depute-wallon-un-siderurgiste-au-parlement>

13 Citons également le liégeois Julien Liradelfo, né en 1985, dont le père était sidérurgiste, qui a lui-même travaillé quelques années pour ArcelorMittal avant le licenciement collectif de 2013. Élu comme conseiller communal à Herstal en 2012 et 2018, il est élu au Parlement wallon en 2019.

14 Cette lecture domine aussi celles des conflits autour de la fermeture de l'usine Vortex en France en 2008, appartenant à la multinationale américaine *Vortex Inc.*, un équipementier de l'industrie automobile (Darras, Rouger et Selponi 2018).

15 Les intérêts notionnels étaient un régime fiscal avantageux pour les entreprises multinationales installées en Belgique qui fut supprimé en 2022.

C'est en particulier en défendant la revendication de nationalisation de la sidérurgie que le PTB fait écho à la proposition d'alternative à la fermeture proposée par les organisations syndicales. Face aux annonces répétées d'intention de restructurations faites par le groupe ArcelorMittal, le PTB soutient la revendication d'un maintien d'une sidérurgie intégrée sous statut public¹⁶. Damien Robert, cadre local du parti et «responsable sidérurgie» pour le PTB, publie une étude sur la sidérurgie et la reconversion liégeoise suite à l'annonce de la fermeture du chaud (Robert 2011). Il s'appuie sur une analyse de l'économie liégeoise pour défendre la viabilité et la nécessité de la mise sous statut public de la sidérurgie et critiquer le positionnement des autres partis politiques sur la question sidérurgique. Le PTB se distingue en effet des autres formations politiques - Parti socialiste inclus - qui adhèrent toutes à l'option de la reconversion post-industrielle du bassin liégeois. La ville de Seraing, par exemple, sous la houlette de bourgmestres socialistes, fait l'objet dès le début des années 2000 d'un *Master plan* visant la reconversion urbaine des anciens sites usiniers du bas de Seraing. Ce plan anticipait ainsi, à ses débuts, la fermeture des sites de la phases à chaud, témoignant de la décision des socialistes locaux de tourner la page de la «Cité du fer».

La revendication de nationalisation du secteur sidérurgique n'a bien sûr rien de neuf : la mise sous statut public de la sidérurgie est défendue par le PTB depuis sa création, mais est également une revendication historique du mouvement syndical. Lorsque Cockerill-Sambre est nationalisé, toutefois, la revendication de nationalisation portée en 1977 par le renardiste Gillon, président de la Fédération des Métallurgistes de Liège, se voit «déformée», devenant une opération de sauvetage pour être revendue par la suite au privé. Alors que la revendication originale de Gillon impliquait une forme de contrôle ouvrier, on retrouve quelques-uns de ses éléments dans la proposition alternative à la fermeture soutenue en 2012 par les organisations syndicales en front commun¹⁷. Celle-ci défend la sortie du groupe ArcelorMittal - et de tout autre «*grand* groupe» - pour reconstituer une «société liégeoise» qui serait dans les mains d'un ensemble régional constitué par les pouvoirs publics régionaux et locaux, des sociétés publiques d'investissement et des entreprises privées, industrielles et bancaires de la région. Il est précisé que les syndicats participent au comité d'orientation stratégique de cette société qui validerait toutes propositions avant leur présentation au conseil d'administration.

En ce sens, cette proposition d'alternative se veut également un projet d'entreprise qui mobilise une notion de démocratie économique et de (re)distribution du pouvoir de décision. Ce qui se joue, c'est faire revivre un modèle d'alliances entre syndicats et pouvoirs locaux en réaction au capitalisme mondialisé. La revendication de nationalisation du PTB, qui implique également une forme de contrôle démocratique des travailleur·e·s (Robert, 2011), a ainsi certainement pu embrasser certaines conceptions partagées par une partie des syndicats et des ouvriers inquiets par la perte du pouvoir syndical en entreprise. Plus largement, elle a pu rencontrer le sens commun des travailleur·e·s façonné·e·s par une économie morale¹⁸ fordiste, à travers laquelle s'est développée de fortes attentes quant au rôle de l'État et son intervention comme intermédiaire et régulateur du compromis social (Castel, 1995).

16 Revendication qui sera réitérée par la suite par des élu·e·s du PTB, comme Marc Botenga ou Julien Liradelfo.

17 CSC-FGTB (Ouvriers, employés, cadres), *Sidérurgie : propositions syndicales alternatives à la fermeture*, 2012. Bien que signé en front commun, c'est la FGTB qui en est l'initiatrice par l'intermédiaire de José Verdin, alors directeur de la FAR (Form'Action André Renard), centre de formation des métaux FGTB de Liège.

18 À la suite d'Edward Thompson et de James Scott, nous identifions à travers ce concept les notions de justice économique et de définition pratique de l'exploitation qui façonnent les contestations (Thompson, 1971 ; Scott, 1976).

4. Pourquoi le PTB fait sens ?

Deux logiques d'adhésion

L'analyse de logiques d'adhésion permet de rendre compte plus précisément de la manière dont le PTB fait écho au sens commun d'ouvriers qui ont eu à travers les restructurations des parcours et des expériences de travail hétérogènes. Pour en rendre compte, nous présentons les propos tenus par Damien, 49 ans, et de Quentin, 37 ans, dont les parcours contrastés illustrent le processus de dualisation cœur/périphérie des emplois de l'entreprise. Si leur point commun est un sentiment de « trahison » ou « d'abandon » du Parti socialiste, les deux déploient deux modes d'adhésion distincts liés à leur statut (stable/précaire) et à la période de leur arrivée (année 1980/2000) dans l'entreprise.

4.1. REVENIR À UN « VRAI SOCIALISME DE COMBAT »

Damien a été embauché début des années 80 sur le site de Kessales pour travailler au sein de l'usine de zingage de l'acier. Lorsqu'il rentre à l'usine, son délégué principal est membre du Parti communiste. Malgré la mise à l'écart de ces militants au sein de la FGTB, le maintien jusqu'à la fin des années 1980 d'une influence communiste dans le syndicat est réelle parmi les métallurgistes liégeois : en 1971, le président et le vice-président de la délégation syndicale de Cockerill sont en effet communistes. Les chiffres du CRISP avancent que 20% des délégués syndicaux de Cockerill sont membres du Parti communiste au milieu des années 1970 (Bruyere, 2017).

Dans les années 1980, les militants communistes ne sont plus à la tête de la délégation de l'entreprise mais continuent à être influent dans le syndicat jusqu'à la fin de la décennie. Pour expliquer son adhésion active au PTB - il est militant du parti et militant syndical -, Damien se réfère explicitement à ces éléments de l'identité positive du syndicalisme de l'entreprise, qu'il se réapproprie dans le cadre des mobilisations lors de la négociation du licenciement collectif.

(...) ces socialistes-là (...) nous ont trahis, [ils nous ont] donné un coup de couteau dans le dos. Moi j'en avais marre de toutes ces politiques-là (...). Alors j'avais regardé, le parti communiste ça ne m'intéressait pas d'y aller. J'ai regardé pour une alternative (...), et puis j'ai vu le PTB. (...) Je me suis fait membre [du PTB] et j'ai continué à militer et puis je me suis retrouvé (...) avec mes idées à moi [qui sont] celles de la FGTB. Pour moi c'était le vrai socialisme, le socialisme de combat (...). À Kessales, c'était le bastion rouge (...). On était 80 ou 90 % à la FGTB et tu avais 11% des membres qui étaient au PTB (...) Ah oui, le PTB était bien incrusté chez Arcelor. D'ailleurs maintenant il est un peu partout. Et heureusement qu'on avait cette force politique là. Moi je dis toujours dans les années 60, c'est pas le PS, c'est pas la FGTB qui disaient de faire grève. Les militants c'était qui ? Des gens du parti communiste. Et ici, on a réussi à recréer ce modèle-là (...). Alors nous au PTB, on a lutté pour avoir plus (...). On a poussé [les délégués syndicaux] à négocier (...) on a poussé les délégations à faire le maximum.

Damien décrit le PTB comme une force sur le terrain de la mobilisation, mêlant étroitement le registre de l'action syndicale et de l'action politique. Pour lui, le PTB permet de renouveler l'héritage militant communiste, d'être donc un acteur de sa transmission, et de renouer avec les principes fondateurs de la FGTB et du socialisme. Damien, comme d'autres militants de sa génération, peuvent mobiliser

explicitement la Charte de Quaregnon, texte fondateur du POB en 1894 dont la tonalité marxisante avait, à l'époque, précisément servi à séduire les ouvriers de la grande industrie en quête d'actions directes plus radicales (Bolle, 2018). Cette réappropriation positive d'éléments de l'histoire ouvrière fonctionne ainsi comme un récit mobilisateur qui, dans le contexte des restructurations, les relie aux combats pour la défense des acquis sociaux, mais aussi à l'honneur de la classe ouvrière.

Par ailleurs, si le PTB est perçu par Damien comme une alternative plus crédible au PCB, c'est sans doute, comme on l'a vu, du fait de leur changement de tactique syndicale et d'orientation plus pragmatique, mais également parce que le PCB ne possède guère plus de base militante, très peu renouvelée sur le plan générationnel. Les deux organisations semblent toutefois entretenir, localement, des relations fraternelles. En 2014, des militant·e·s communistes de la fédération liégeoise se présentent sur les listes du PTB-GO¹⁹ dont certain·e·s seront élu·e·s (Faniel, 2013). Le PTB participe en outre activement à la mémoire communiste locale. Chaque année, à la date de l'assassinat du leader communiste Julien Lahaut, les militant·e·s du parti organisent avec les militant·e·s communistes une marche dans la ville de Seraing pour aller jusqu'au cimetière où se trouve sa tombe et devant laquelle des discours de commémoration sont prononcés par des membres dirigeants de chacun des deux partis.

4.2. DÉCEPTION ET MÉFIANCE À L'ÉGARD DE LA CLASSE POLITIQUE

Quentin a travaillé sur plusieurs sites d'ArcelorMittal début des années 2000, dont au moins neuf ans comme intérimaire et en contrat CDD. Comme Damien, son travail dans la sidérurgie l'amène à côtoyer des militants syndicaux politisés. Mais vingt ans plus tard, ce sont les militants du PTB et non plus communistes qui endossent le rôle de transmission d'une culture syndicale combative. Frédéric Gillot, que nous évoquions précédemment, est son délégué syndical lorsqu'il travaille à Chertal. Il vote pour lui aux élections régionales de 2014.

Moi j'ai été déçu par un certain Parti socialiste qui se dit «socialiste» mais qui n'est pas socialiste du tout (...). Et ça moi je n'aime pas parce qu'à partir du moment où on donne sa voix (...) c'est quand même pour qu'elle soit respectée (...) ce n'est plus le parti qui est ... qui représente la classe ouvrière. C'est tout ! Ça a été oublié, ça. La classe ouvrière pour certains partis, elle veut être éliminée, quoi ! Plus que les riches et les pauvres ! Et c'est ça qui ne va pas. Parce qu'il ne faut pas oublier : c'est la classe ouvrière qui fait vivre toutes ces grandes richesses-là, tous ces cons-là. Et voilà où on en est maintenant (...) [À propos de l'avenir des sites sidérurgiques] : Pourtant on a réinjecté des milliards et des milliards dans des banques qui ont foutu des gens dans la merde et pour pérenniser un emploi qui a nourri des familles, on n'a pas d'argent (...) Regarde Caterpillar, Arcelor et tout ça, c'est le même schéma, ça ferme et on laisse partir l'emploi (...) Mais je me méfie quand même du PTB. Oui ils vont peut-être changer certains trucs, mais le système est fait pour nous arnaquer tous (...) Maintenant les autres partis ça ne m'intéresse pas non plus. Que ce soit FN et tout ça, moi je ne veux pas de ça ici quoi (...) tous ces gens-là, ce qu'ils veulent c'est la division et moi je ne veux pas la division.

19 La liste PTB-GO pour «Gauche d'ouverture» avait intégré des militant·e·s du PCB et de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

Les propos de Quentin montrent que les ouvriers de la périphérie, plus jeunes, n'accrochent pas de la même façon à la mobilisation et à la transmission de l'histoire ouvrière. Certes, ses propos témoignent à plusieurs égards de l'intériorisation d'une lecture classiste du monde social. Cette lecture nourrie par son parcours précaire puis son licenciement mais aussi par la vague de restructurations dans plusieurs industries wallonnes après la crise bancaire et financière de 2008, se traduit chez Quentin par un ressentiment de classe et l'expression d'injustices économiques subies. Face aux renoncements du Parti socialiste, le PTB apparaît comme le porte-parole des réalités ouvrières, mais, contrairement à Damien, Quentin ne fait pas référence à des éléments de l'histoire ouvrière collective pour expliquer son adhésion au PTB. Son parcours plus précaire dans l'entreprise l'éloigne des registres contestataires dominants relayés par les syndicats et les militants. Ses contestations sont plus éclatées, moins balisées par un projet politique et/ou syndical précis et il exprime des doutes sur la possibilité d'un changement positif qui viendrait d'un parti politique, quel qu'il soit. La logique d'adhésion de Quentin va ainsi dans le sens de l'analyse de Kim (2023) selon laquelle le PTB combine des éléments discursifs populistes et une lecture classiste du monde social²⁰. Tout en rappelant pour lui la nécessité d'un parti représentant la classe ouvrière, Quentin affirme une vive opposition à des partis d'extrême droite, s'inscrivant ainsi dans un des éléments centraux de la gauche liégeoise qu'est la lutte antifasciste (Faniel, 2013).

5. Limites à l'adhésion : tensions et conflits

Il ne suffit cependant pas de résonner avec le sens commun des ouvriers pour assurer à long terme un ancrage parmi ceux-ci. Ici aussi, penser la montée électorale du PTB en l'inscrivant dans l'héritage social-démocrate wallon éclaire les conflits et les tensions que le parti suscite parmi les ouvriers et leurs représentants syndicaux, et met en évidence de potentielles limites stratégiques.

D'abord, la méfiance de certains ouvriers envers le PTB s'inscrit dans la continuité des conceptions politiques forgées durant la période précédente. Les ouvriers interrogés nous disent que c'est «quand même un parti fort radical», que c'est un parti «d'extrémistes», un parti de «communistes». D'autres font preuves de réserves : «Je suis quelqu'un de gauche, mais je ne suis pas communiste à 100% non plus», «Je ne suis pas communiste, les entreprises je ne suis pas contre, tant qu'elles paient leurs taxes». Le terme «communiste» n'est pas valorisé et rattaché à l'histoire des luttes sociales de l'entreprise comme dans les propos de Damien, mais devient un terme générique repoussoir, mobilisant implicitement une vision dominante de l'histoire ayant condamné et enterré le communisme. Rappelons que cet anticommunisme spontané a aussi été forgé au sein même de l'histoire de la FGTB wallonne.

Ensuite, si le PTB parvient à remobiliser des références positives à la tradition d'un syndicalisme de combat chères à certains militants syndicaux, il se heurte en revanche à la question du régionalisme wallon issu du renardisme qui continue, au sein de la FGTB wallonne et en particulier à Liège, à fournir des lignes doctrinaires pour la stratégie syndicale et politique. Le PTB adopte en effet une perspective unitaire, tant dans son organisation interne que dans sa défense d'un État fédéral uni. Ce clivage s'oppose tant au régionalisme wallon qu'au régionalisme flamand qui, dans notre cas d'étude, a continué à être alimenté par les conflits entre Wallons et Flamands dans les restructurations récurrentes du secteur

20 Lors des élections de 2012, par exemple, le PTB met en avant une rhétorique contre la classe politique à travers sa campagne «Stop au cirque politique !».

sidérurgique (Francq et Lapeyronnie 1990). Ainsi, la construction et l'articulation d'un clivage de classes avec celui de l'unité fédérale n'est pas sans engendrer des conflits avec l'organisation syndicale. Après la sortie du manifeste «We are one» en 2012, le PTB a ainsi été fustigé par Jean-François Tamellini, secrétaire général de la FGTB Wallonne, pour qui s'attaquer au courant régionaliste de la FGTB, c'est s'en prendre au syndicalisme de combat²¹.

Enfin, le refus jusqu'à présent du PTB de participer au pouvoir est centrale dans les critiques qui lui sont adressées. Pour de nombreux·ses militant·e·s syndicaux·ales, ce refus crée une situation sans relais politique, avec d'un côté un Parti socialiste qui perd en crédibilité et, de l'autre, un PTB qui n'est pas encore perçu comme une réelle alternative tant qu'il n'accède pas au pouvoir par la participation à des coalitions²². Un ancien délégué syndical de l'entreprise, Gauthier, dans la cinquantaine, nous dira ainsi :

De conviction, je suis de gauche. Mais on en parlait l'autre jour, je recherche où sont mes valeurs. Donc pour le moment je les retrouve plus dans le côté revendicatif du PTB que dans le rouge du Parti socialiste, pourtant j'ai ma carte au Parti socialiste ! Je n'irais peut-être jamais prendre ma carte au PTB, ils n'ont pas les solutions. C'est vrai, ils sont revendicatifs ... mais c'est plus facile d'être dans l'opposition.

Pour les ouvriers interrogés, la question de la participation politique n'est pas un débat d'idées. Elle relève de vraies préoccupations liées à la possibilité de trouver un relais politique à leurs revendications. Au fond, il y a ici un hiatus entre, d'un côté, la critique marxiste du parlementarisme bourgeois et, de l'autre côté, l'héritage de la transaction social-démocrate entre syndicat et parti qui a durablement façonné les relations de dépendance entre le syndicalisme et les partis politiques dans la société belge. Si, par cette critique, le PTB cherche à conscientiser les travailleur·e·s sur la limite de la démocratie au sein des parlements et à proposer d'autres lieux de son exercice (dans les entreprises et les mobilisations sociales), il risque de s'éloigner des aspirations des syndicats et des travailleur·e·s en quête de résultats législatifs.

6. Conclusion

Notre enquête, limitée à un cas d'étude et dans le temps, ne permet pas de rendre compte avec précision de la progression annoncée du PTB des suffrages aux différentes élections de 2024. Elle ne peut, en particulier, rendre compte de l'évolution récente des rapports de force entre les forces à gauche de l'échiquier politique, ni de la manière dont les expériences du travail parlementaire de leurs élus peut redéfinir certaines stratégies politiques. L'analyse donne à voir cependant dans quel contexte, toujours actuel, le PTB s'est implanté dans un monde ouvrier dont l'histoire collective est inextricablement liée à la crise du modèle social-démocrate wallon dans sa triple transaction entre syndicat et ouvrier·e·s, syndicat et employeur·e·s, ainsi que syndicat et parti. La manière dont le PTB

21 Voir *l'Echo*, 24/09/2021. <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/jean-francois-tamellini-fgtb-je-me-pose-des-questions-sur-les-aspects-democratiques-du-ptb/10334277.html>

22 À l'exception des deux communes flamandes de Zelzate où il est en coalition avec les socialistes du Vooruit, et de Borgerhout, où il est en coalition avec Vooruit et Groen.

compose avec cet héritage «encombrant» de la social-démocratie et ses particularités régionales (Alaluf 2021b, p. 169) montre, de manière ambivalente, qu'il constitue à la fois des éléments favorisant et limitant sa progression.

D'abord, le PTB a pu répondre au désarroi des ouvriers face aux transformations de leur entreprise que nous avons abordées par la perte du pouvoir syndical et la dualisation entre le cœur et la périphérie de l'entreprise. Le parti a bénéficié de la persistance d'éléments d'une culture syndicale offensive malgré le contexte de restructurations et a renouvelé un travail d'organisation militante en réorientant ses stratégies syndicales. En particulier, en faisant le lien générationnel avec les militants communistes des années 1980 dans l'entreprise, le PTB a joué lui-même un rôle actif dans la transmission de cette culture syndicale, notamment pour les jeunes ouvriers. Si ceux-ci, de par leur parcours de précarisation, ne se réapproprient pas de la même façon cette culture syndicale, ils épousent néanmoins une lecture classiste du monde social remobilisée par le PTB. L'analyse de la logique d'adhésion au PTB des deux générations d'ouvriers montre que le parti parvient ainsi à créer des convergences par-delà les fractures internes au groupe ouvrier. Il a pu, en outre, se présenter dans la continuation des revendications syndicales face au capitalisme mondialisé défendant, contre les fermetures de sites, une reprise en main de l'entreprise par les pouvoirs publics et une forme de contrôle ouvrier.

Ensuite, le développement de l'ancrage local du parti rencontre des similarités avec la forme pilarisée du monde socialiste, mais aussi, dans une autre mesure, du Parti communiste belge avec ses organisations de jeunesse. Outre son travail d'implantation dans la société civile existante - en particulier dans les syndicats -, ses maisons médicales, ses différents mouvements de jeunes et de femmes, l'ouverture de sections locales dans des quartiers populaires sont autant de structures qui créent des liens entre le parti et les travailleur·e·s. Soulignons que, dans notre cas d'étude, le fait que les ouvriers de l'entreprise vivent tous dans le bassin liégeois a permis également au PTB de garder des liens avec ceux-ci au niveau des sections locales des quartiers après la perte d'emploi. Ainsi, parallèlement au monde socialiste, la structure réticulaire du PTB permet d'éviter des formes de «périphérisation politique» des travailleur·e·s. Si cela n'est pas le seul élément explicatif, il est clair que ce travail d'implantation du PTB joue un rôle important dans l'absence de formation d'extrême-droite en Wallonie.

Cependant, le PTB se heurte à des tensions et des contradictions avec cet héritage social-démocrate. Il fait face à des conceptions politiques façonnées par un projet de conciliation des intérêts de classe et à la vision dominante de l'histoire ayant condamné le communisme.

Alors que le clivage de classe au sein de la FGTB liégeoise continue à s'articuler autour d'un régionalisme de gauche, ravivé par la mondialisation, la perspective unitaire du PTB génère des conflits avec les cadres syndicaux liégeois. Enfin, alors qu'en Belgique, les organisations syndicales entretiennent historiquement des relations de dépendance mutuelle avec leur relais politique, le PTB pourrait pâtir de sa stratégie visant à retarder l'exercice du pouvoir parlementaire.

Bibliographie

- ALALUF M., 2021a, «Travail et entreprise à l'heure de la distanciation physique», *Les Mondes du Travail*, n°26, p. 187-196.
- ALALUF M., 2021b, *Le socialisme malade de la social-démocratie*, Lausanne et Paris, Éditions Syllepse.
- ALALUF M., 2005, «Syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire et renardisme» in M. ALALUF (Dir.), *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique*, Bruxelles, Éditions Labor, p. 19-36.
- ALALUF M., 1999, «Le modèle social belge» in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, P. MAGNETTE (eds.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 217-246.
- BINGEN A., 2017, *Les cellules de reconversion en Wallonie. Politiques de l'emploi et restructurations d'entreprises*, Bruxelles, Éditions du CRISP.
- BOLLE F., 2018, «Que faire de la Charte de Quaregnon ?», *Politique, revue belge d'analyse et de débat*, n°103, p. 53-59.
- BRUFF I., 2008, *Culture and Consensus in European Varieties of Capitalism*, London, Palgrave Macmillan.
- BRUYERE R., 2017, *Travail syndical et influence du Parti Communiste de Belgique au sein de la FGTB liégeoise dans les années 1970 et 1980*, Mémoire de Master, Université de Liège.
- BURAWOY M., 1985, *The Politics of Production: Factory Regimes Under Capitalism and Socialism*, London, Verso.
- CAPRON M., 2003, «La sidérurgie en Wallonie entre Usinor, Dufenco et Arcelor», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1786-1787, p. 5-83.
- CAPRON M., 2001, «Cockerill Sambre (1989-1997). Le développement d'une sidérurgie intégrée», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°14, p. 5-60.
- CAPRON M., 1989, «Cockerill Sambre, de la fusion à la "privatisation" 1981-1989», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1253-1254, p. 1-66.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CRISP (ed.), 1974, «La grève de septembre-octobre 1973 à Cockerill», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°656, p. 1-34.
- DARRAS É., ROUGER A., SELPONI Y., 2018, «Qui sont les voyous ? Sens de l'honneur, politisation pratique "ouvrière" et malentendus productifs lors d'une fermeture d'usine» in A. ALLAL, M. CATUSSE, B. M. EMPERADO (eds.), *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes, PUR, p. 119-142.
- DE LEON C., DESAI M., TUĞAL C., 2009, «Political Articulation: Parties and the Constitution of Cleavages in the United States, India, and Turkey», *Sociological Theory*, n° 3, p. 193-219.
- DELWIT P., 2014, *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*, Liège, Luc Pire.
- DELWIT P., 2009/2010, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- DELWIT P., SANDRI G., 2011, «La gauche de la gauche» in P. DELWIT, E. VAN HAUTE (eds.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 273-296.
- DURAND J.-P., 2012, *La chaîne invisible : travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Éditions du Seuil.
- FANIEL J., 2013, «Région liégeoise : terre de la gauche radicale ?», *Politique, revue de débats*, n°78, p. 62-66.
- FAYOLLE J., 2005, «Restructurations d'hier et d'aujourd'hui : Les apports d'un séminaire», *La Revue de l'Ires*, n°1, p. 337-362.
- FRANCO B., LAPEYRONNIE D., 1990, «Luttes ouvrières et mobilisations régionales : le cas de la Wallonie industrielle», *Sociologie du Travail*, n°1, p. 39-54.
- FUSULIER B., VANDEWATTYNE J., LOMBA C., BEAUPAIN T., 2003, *Kaléidoscopie d'une modernisation industrielle : Usinor-Cockerill Sambre-Arcelor*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain.
- GIRAUD B., SIGNORETTO C. (Dir.), 2023, *Un compromis salarial en crise. Que reste-t-il à négocier dans les entreprises ?*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant.
- GOTOVITCH J., 2018, *Du Rouge au Tricolore. Résistance et parti communiste*, Bruxelles, CArCoB.
- GRAMSCI A., 1978, *Cahiers de prison, tome III : Cahiers 10, 11, 12 et 13*, Paris, Gallimard.

- HALL S., 1988/2017, «Le crapaud dans le jardin : thachérisme et théorie» in *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Éditions Amsterdam, p. 325-363.
- HEMMERIJCKX R., 2020, «Notice Renard André, Gilles, Guillaume», *Le Maitron*. [En ligne] consulté le 03 avril 2024. <https://maitron.fr/spip.php?article231245>
- HYMAN R., 1997, «La géométrie du syndicalisme : une analyse comparative des identités et des idéologies», *Relations Industrielles/Industrial Relations*, n°1, p. 7-38.
- KIM S., 2023, «On Populism and Class Politics: The Polish Union of Labour and the Workers' Party of Belgium», *Representation*, p. 1-9. [En ligne] consulté le 03 avril 2024. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00344893.2023.2210141>
- LIEBMAN M., 2017, *Les socialistes belges (1885-1914). La révolte et l'organisation*, Mons, Éditions Couleur livres.
- LOMBA C., 2018, *La restructuration permanente de la condition ouvrière : de Cockerill à ArcelorMittal*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant.
- LOMBA C., 2017, «Des univers ouvriers bousculés par les restructurations répétées», *Savoir/Agir*, 2017, n°1, p. 58.
- LOMBA C., 2001, *L'incertitude stratégique au quotidien : trajectoire d'entreprise et pratiques de travail (Le cas de l'entreprise sidérurgique Cockerill Sambre, 1970-1998)*, Thèse de doctorat, EHESS.
- MCQUARRIE M., 2017, «The Revolt of the Rust Belt: Place and Politics in the Age of Anger», *The British Journal of Sociology*, n°68 (S1), p. S120-S152.
- NAGELS J., 1999, «Le modèle belge de capitalisme» in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, P. MAGNETTE (eds.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 169-216.
- RENIER A., 2023, «La France Insoumise et le PTB, points communs et divergences», *Revue Lava*, n°24, p.11-27.
- ROBERT D., 2011, «Emploi, sidérurgie et reconversion dans la région liégeoise», *Études marxistes*, 2011, supplément au n°96, p. 1-35.
- SCOTT J., 1976, *The Moral Economy of The Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.
- THOMPSON E. P., 1978/2015, *Misère de la théorie : contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*, Montreuil, l'Echappée.
- THOMPSON E. P., 1963/2012, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil.
- THOMPSON E. P., 1971, «The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century», *Past & Present*, n°50, p. 76-136.
- VANTHEMSCHE G., 1994, *La sécurité sociale : les origines du système belge, le présent face à son passé*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael.
- WOOD A., 2021, «Workplace regimes: A sociological defence and elaboration», *Work in the Global Economy*, n°1-2, p. 119-138.